



www.pcof.net

Communiqué

Pour qui nous prennent-ils ? Pensent-ils pouvoir nous duper comme cela !

Ce n'est pas un « compromis » ; c'est juste une annonce pour faire cesser le mouvement de grève. C'est un « marché de dupes », qui va de pair avec les coups de matraque assénés aux manifestants.

Gouvernement, CFDT, patronat, députés LRM..., en font des tonnes sur l'annonce de Philippe de la suspension de la référence à « l'âge pivot », pour assurer « le financement du système de retraite à points ». C'est une triple supercherie : d'une part, tout est ramené à la question du « financement » du système, d'ici 2027, alors qu'il s'agit d'un bouleversement de fond de tout le système des retraites, à travers la mise en place d'un système à « points », largement dénoncé depuis des semaines, comme un système où l'immense majorité des salariés y perd beaucoup et y perdra toujours plus. D'autre part, la conférence entre patronat et syndicats sensée trouver des solutions « autres » pour assurer le financement est encadrée dès le départ par l'injonction du gouvernement à ne pas « augmenter le coût du travail », à ne pas augmenter les cotisations patronales, ajoutant hypocritement qu'il ne s'agit pas davantage de baisser le niveau des pensions alors que ni la valeur du point, ni son mode de calcul n'est défini et que la « limite globale » de la somme des pensions est déjà fixée à 14% du PIB, le nouveau chiffre magique qui n'a pas d'autre signification que d'affirmer que tout dépendra « de la croissance ». C'est pourquoi, le patronat dit déjà que la seule façon d'assurer le financement du système sera des « mesures d'âge » - augmenter le nombre d'années de cotisations -, dont l'âge pivot est une des déclinaisons concrètes. Et pour que les choses aillent dans ce sens, Philippe a fixé la date butoir de fin avril pour que les « partenaires sociaux » qui participeront à cette conférence se mettent d'accord sur une solution. Sans quoi, le gouvernement « reprendra la main », comme il l'a fait pour l'assurance chômage, avec les conséquences que l'on sait : des milliers de radiations, des allocations réduites à zéro...

Il n'y a que les dirigeants de la CFDT, qui n'ont aucun appel à la grève à leur actif, qui crient « victoire » et ceux de l'UNSA, désavoués par l'UNSA Ratp. Ils se sont vendus pour moins d'un plat de lentilles, car, comme nous venons de le montrer, l'allongement de la durée de cotisations n'est pas du tout abandonné, bien au contraire, quel que soit la formule qui le désignera (âge pivot, âge d'équilibre...).

Nous avons parlé de la répression : elle s'est encore amplifiée et cette fois, elle vise les grévistes, les manifestants, avec un déchaînement des violences policières qui ne cherche même pas à se retrancher derrière le prétexte de « casseurs » ou celui de la « légitime défense ». Non, c'est une violence destinée à faire peur, à s'en prendre à ceux qui font grève, qui manifestent, à ceux qui participent à un piquet de grève... Les tirs de LBD se font à bout portant, les coups de matraques sont donnés pour blesser le plus gravement possible. Philippe et Castaner s'émeuvent, quand il n'est pas possible de nier l'évidence, mais tiennent surtout à « rendre hommage » aux forces de « maintien de l'ordre ».

Le « compromis », personne n'y croit et tout le monde comprend que le seul objectif du gouvernement est de faire cesser les grèves. Il compte sur les difficultés financières des

grévistes, sur le travail d'intox des dirigeants des syndicats qui se sont vendus et sur les médias qui annoncent depuis des jours, le « retour à la normale » dans les transports. En attendant, les grèves continuent, les appels à manifester sont lancés, la mobilisation contre la répression se renforce.

Avec un mouvement comme celui-là, il n'y a pas de « retour à la normale », quand les conducteurs du métro ont déjà 40 jours de grève à leur actif, quand grévistes ou pas, la grande masse des travailleurs saluent leur courage et leur détermination, quand la question n'est pas de savoir si ceux de la Ratp, de la Sncf, et les autres qui s'y sont mis aussi – les profs, les avocats, les pompiers...., ont défendu « leur » statut, mais de dire « ils se battent pour nous tous et toutes »... Avec un mouvement comme celui-là, il n'est pas question de « retour à la normale », mais d'une nouvelle situation dans le mouvement ouvrier et populaire. Plus de solidarité, plus de liens de lutte, plus de détermination, plus de fierté « d'avoir fait ce qu'on a fait ». Plus de colère contre ce système, contre ceux qui l'incarnent et ceux qui le défendent à coups de matraque.

Paris, 14 janvier 2020

Parti Communiste des Ouvriers de France